



Publications de la **Dares**

direction de l'animation de la recherche,
des études et des statistiques



2015

DARES

LES PUBLICATIONS de la Dares en... 2015

De janvier à décembre 2015, 96 *Dares Analyses* - *Dares Indicateurs* - *Dares Résultats*, 8 Synthèses.Stat' et 9 Documents d'études ont été publiés. 3 numéros de la revue *Travail et Emploi* sont parus.

Les exploitations de l'enquête menée auprès des structures et des salariés de l'insertion par l'activité économique se sont poursuivies avec des premiers résultats sur le volet structures.

Une première publication consacrée aux emplois vacants a permis d'estimer sur l'ensemble des entreprises des secteurs concurrentiels d'un salarié ou plus le nombre d'emplois vacants ; elle sera renouvelée chaque année.

2 nouvelles études ont été publiées à partir de l'enquête Sumer 2010. L'enquête Santé et itinéraire professionnel a également fait l'objet de deux nouvelles publications présentées lors du colloque organisé par la Dares et la Drees en septembre 2015.

4 volumes présentant des résultats détaillés de l'enquête Conditions de travail 2013 ont été publiés. Ils apportent de nombreux éclairages sur longue période sur les évolutions en termes d'autonomie dans le travail, d'intensité du travail et d'usages des Technologies de l'information et de la communication (Tic), d'organisation du temps de travail et de contraintes physiques, de prévention des risques et des accidents du travail ; 2 nouveaux volumes seront publiés en 2016.

Sont également parues en 2015 des études originales sur la rupture des contrats à durée indéterminée, l'aide à l'embauche en contrat de génération, l'évolution sur 30 ans des métiers qualifiés et peu qualifiés, l'utilisation par les entreprises des fonds dédiés à la formation ou encore sur l'affiliation des entreprises aux organisations patronales en France. Une étude rendant compte de travaux qualitatifs menés sur le nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (Nacre) a été publiée.

Insertion par l'activité économique

- L'insertion par l'activité économique. Modes de recrutement et capacités d'action des structures

Les difficultés sociales les plus fréquemment rencontrées par les salariés sont les problèmes de mobilité, d'accès aux droits et d'endettement. Les ateliers et chantiers d'insertion accueillent les personnes les plus fragiles au regard des difficultés sociales ou des critères administratifs comme le fait d'être sans emploi depuis plus d'un an ou bénéficiaire de minima sociaux.

- Les salariés des structures de l'insertion par l'activité économique. Globalement satisfaits de leur passage par la structure

Ils sont près de 80 % à estimer que le passage en SIAE leur a permis de retrouver confiance en eux et de se sentir utile. L'amélioration de leur situation financière, le fait d'avoir un emploi, l'acquisition de nouvelles compétences sont également fréquemment cités comme des apports du passage en SIAE. Seuls 5 % des salariés en insertion estiment que le passage par la structure ne leur a rien apporté.

- L'insertion par l'activité économique en 2013. Stabilité de l'emploi et de l'activité
- Les salariés des structures de l'insertion par l'activité économique, d'autant plus accompagnés que leurs difficultés sont importantes

Les salariés des ateliers et chantiers d'insertion (ACI) et des entreprises d'insertion (EI), plus éloignés de l'emploi, sont plus souvent accompagnés que ceux des associations intermédiaires (AI) et des entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) et ce, tout au long de leur passage par ces structures.

L'accompagnement dont ils bénéficient est aussi plus diversifié, qu'il s'agisse de conseils sur la manière de faire le travail, d'aide pour régler leurs problèmes personnels ou encore pour définir un projet professionnel : 30 % des salariés des ACI et 20 % des salariés des EI ont ainsi été accompagnés sur ces trois volets, contre moins de 5 % des salariés des autres structures.

Risques psychosociaux

- Pilotage du travail et risques psychosociaux

Selon l'enquête Sumer 2010, un tiers des salariés n'a ni entretien individuel d'évaluation, ni objectifs chiffrés. L'entretien individuel d'évaluation fondé sur des critères « précis et mesurables » mais sans objectifs chiffrés concerne, quant à lui, 20 % des salariés. Ces derniers déclarent plus souvent que les premiers bénéficier d'autonomie et de soutien social de la part de leur hiérarchie ou de leurs collègues, et moins souvent ressentir des conflits éthiques ou de l'insécurité dans leur emploi.

À l'inverse, ceux qui ont des objectifs chiffrés sans bénéficier d'un entretien individuel d'évaluation fondé sur des critères précis et mesurables, soit 13 % des salariés, sont surexposés à la plupart des facteurs psychosociaux de risque : leur travail comporte plus de demande psychologique et émotionnelle, plus de conflits éthiques et d'insécurité, moins de soutien social. Ils signalent aussi plus souvent être en mauvaise santé physique et mentale. La négociation d'entreprise sur le temps de travail. Une question de contexte et d'acteurs.

- Risques psychosociaux et situation économique des entreprises

Les salariés d'établissements « en crise » connaissent une plus grande insécurité de l'emploi, mais aussi un travail plus intense, des marges de manœuvre réduites et des rapports sociaux plus tendus que ceux des établissements « stables » ; leur santé mentale apparaît même fragilisée.

Les salariés des établissements dits « flexibles » signalent également une intensité du travail et une insécurité économique plus élevées.

Les salariés des établissements « en croissance » déclarent logiquement moins d'insécurité économique mais aussi moins de tensions au travail, tandis que ceux des établissements « restructurés » indiquent ressentir plus d'inquiétude pour leur emploi.

Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

- Femmes et hommes sur le marché du travail. Les disparités se réduisent mais les emplois occupés restent très différents

Les caractéristiques des emplois des femmes et des hommes restent éloignées, à l'exception de la proportion de salariés en contrat temporaire qui diffère peu selon le sexe. 31 % des femmes en emploi travaillent à temps partiel en 2013 et près de 10 % sont en situation de sous-emploi, contre respectivement 7 % et 4 % des hommes.

Les métiers exercés par les femmes restent très différents de ceux des hommes : 27 % d'entre elles sont sur des postes peu qualifiés d'employés ou d'ouvriers, contre 15 % des hommes ; elles sont aussi deux fois moins souvent non salariées et travaillent plus souvent dans la fonction publique. Les femmes ont des salaires inférieurs, même une fois pris en compte l'écart de durée du travail. Les inégalités relatives au sous-emploi, à l'accès aux professions « supérieures », à la ségrégation professionnelle et aux salaires se sont cependant réduites au cours des dix dernières années.

- Les écarts de salaires entre femmes et hommes par zone d'emploi
- Ségrégation professionnelle et écarts de salaires femmes-hommes

Les écarts salariaux intraprofessionnels représentent les trois quarts de l'inégalité salariale femmes-hommes. Dans chaque métier, les femmes se trouvent plus souvent que les hommes au bas de l'échelle des salaires et ont plus difficilement accès aux emplois les mieux rémunérés. Ces inégalités de salaires entre les femmes et les hommes croissent avec le niveau de qualification et de rémunération des métiers.

Santé, itinéraire professionnel et conditions de travail

- Les expositions aux cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques. Un zoom sur huit produits chimiques

En 2010, plus de 10 % des salariés, environ 2 250 000 personnes, ont été exposés à au moins un produit chimique cancérigène, mutagène ou reprotoxique (CMR) pendant la dernière semaine travaillée. Entre 2003 et 2010, la proportion de salariés exposés aux CMR et les niveaux d'exposition (durée et intensité) ont globalement diminué et les mesures de protection ont été renforcées.

- Chômage et santé mentale, des liens ambivalents
- Le devenir professionnel des actifs en mauvaise santé. Un maintien en emploi plus difficile

Une santé altérée en 2006 est défavorable au maintien dans l'emploi en 2010. Mais les actifs à la santé altérée qui restent en emploi connaissent plus souvent que les autres des changements favorables dans leur environnement familial et social.

Un peu plus d'un tiers des actifs occupés en mauvaise santé en 2006 indiquent que leur état de santé a eu des conséquences sur leur vie professionnelle. Ainsi, les changements ou aménagements de poste favorisent le maintien dans l'emploi, particulièrement lorsque les problèmes de santé sont d'ordre physique.

Horaires de travail et déplacements

- Les salariés au forfait annuel en jours. Une durée du travail et une rémunération plus importantes

Être au forfait annuel en jours se traduit par une augmentation de la durée hebdomadaire et annuelle du travail, compensée par un avantage salarial significatif.

Horaires de travail et déplacements suite ...

- Le travail du dimanche en 2014. Près d'1 salarié sur 5 concerné chaque mois

En 2014, 4,2 millions de salariés, soit 18 % d'entre eux, ont travaillé au moins un dimanche sur une période d'observation de quatre semaines. 12 % des salariés déclarent même avoir consacré « au moins deux dimanches » à leur activité professionnelle au cours des quatre semaines considérées.

- Les temps de déplacement entre domicile et travail. Des disparités selon l'organisation des horaires de travail

L'aller-retour entre le domicile et le lieu de travail prend, en moyenne, 50 minutes chaque jour.

Cette moyenne cache des différences importantes entre la région parisienne et les autres zones géographiques. Selon l'organisation de la semaine de travail, les temps de déplacement varient également : dans les semaines où les durées journalières travaillées sont les plus faibles (semaine de demi-journées et semaine aux journées courtes ou variées), les temps de trajet sont moindres.

Contrats aidés et politique de l'emploi

- Recrutements en contrat aidé. Dans le secteur non marchand, 64 % des embauches n'auraient pas eu lieu sans aide de l'État

Les contrats aidés n'ont pas pour seul effet de permettre l'embauche en fournissant une aide financière à l'employeur. Ils peuvent accélérer la réalisation de recrutements déjà envisagés (8 % des cas). Ils peuvent aussi amener l'employeur à modifier ses exigences de recrutement pour répondre aux critères d'éligibilité aux aides (embaucher une personne peu qualifiée, un demandeur d'emploi de longue durée ou un senior) : cela concerne 9 % des cas. Mais dans 58 % des cas dans le secteur marchand et dans 21 % des cas dans le secteur non marchand, l'employeur signale qu'en l'absence de dispositif d'aide il aurait recruté la même personne, au même moment.

- Les contrats uniques d'insertion et les emplois d'avenir en 2014. Des bénéficiaires plus nombreux malgré des recrutements en baisse
- Les contrats aidés dans les Zus en 2013. Les résidents des Zus accèdent davantage que les autres urbains aux contrats aidés non marchands

En 2013, 60 000 résidents des zones urbaines sensibles (Zus) de France métropolitaine ont été recrutés ou renouvelés en contrat unique d'insertion (CUI) ou en emploi d'avenir. Ils représentent 12,2 % des personnes ayant signé un contrat aidé, comme en 2012.

- Le devenir des résidents des Zus passés par un contrat aidé

Six mois après la fin de leur contrat aidé, les résidents des zones urbaines sensibles (Zus) sont moins souvent en emploi durable (CDI, CDD de plus de six mois, titulaire de la fonction publique ou travailleur indépendant) que les habitants des quartiers avoisinants.

Tous les numéros
de **Dares Analyses, Dares Indicateurs, Dares Résultats**
parus en 2015

- Les sortants des listes de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, en juin 2014 (06/01/2015)
- L'emploi intérimaire baisse au 3^e trimestre 2014 (07/01/2015)
- Pilotage du travail et risques psychosociaux (09/01/2015)
- Les dispositifs publics d'accompagnement des restructurations en 2013. Les entrées en CSP se stabilisent sur l'année (16/01/2015)
- **Plus d'un tiers des CDI sont rompus avant un an (23/01/2015)**

Le premier motif de rupture d'un CDI dans sa première année est la démission : 16,1 % des embauches en CDI effectuées en 2011 ont été résiliées moins d'un an plus tard pour ce motif. Le deuxième motif de rupture est la fin de la période d'essai, qui explique l'interruption de 12,7 % des CDI moins d'un an après leur signature.

- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en décembre 2014 (27/01/2015)
- Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3^e trimestre 2014. Rebond de l'activité et contraction de l'emploi (28/01/2015)
- Les salaires par secteur et par branche professionnelle en 2012. Baisse en euros constants dans la construction et le tertiaire (29/01/2015)
- L'apprentissage en 2013. Forte baisse des entrées (03/02/2015)
- Les services à la personne en 2013. Un fort recul de l'emploi direct accentue la baisse de l'activité du secteur (05/02/2015)
- Recul des taux d'entrée et de sortie dans les mouvements de main-d'œuvre au 3^e trimestre 2014 (10/02/2015)
- Emploi et chômage des 55-64 ans en 2013. Tassement du taux d'activité, forte hausse du taux de chômage (12/02/2015)
- Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4^e trimestre 2014 - Résultats provisoires (13/02/2015)
- La dépense nationale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage en 2012. Baisse de la dépense en faveur des jeunes (19/02/2015)
- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en janvier 2015 (25/02/2015)
- Les sortants des listes de Pôle emploi en 2013. Le taux de reprise d'emploi toujours en baisse (26/02/2015)
- Femmes et hommes sur le marché du travail. Les disparités se réduisent mais les emplois occupés restent très différents (05/03/2015)
- Les tensions sur le marché du travail au 4^e trimestre 2014 (06/03/2015)
- Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2012 (09/03/2015)
- Les écarts de salaires entre femmes et hommes par zone d'emploi (12/03/2015)
- Les contrats aidés dans les Zus en 2013. Les résidents des Zus accèdent davantage que les autres urbains aux contrats aidés non marchands (16/03/2015)
- Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4^e trimestre 2014 - Résultats définitifs (20/03/2015)
- Demandeurs d'emploi et offres collectées par Pôle emploi en février 2015 (25/03/2015)
- L'emploi intérimaire en hausse au 4^e trimestre 2014 (27/03/2015)

- **L'aide à l'embauche en contrat de génération. Une incitation à pérenniser l'emploi des jeunes** (30/03/2015)

19 824 demandes d'aide ont été déposées par 15 550 entreprises au titre d'embauches réalisées au cours de l'année 2013.

Parmi elles, 16 705 (84 %) sont à l'origine de la signature d'un contrat de génération.

En moyenne, les entreprises bénéficiaires ont reçu 820 euros par trimestre. Le commerce, l'industrie et la construction sont les principaux secteurs utilisateurs du dispositif. Ce dernier bénéficie essentiellement aux jeunes hommes ouvriers, ayant tout au plus un baccalauréat et déjà présents dans l'entreprise avant leur embauche en CDI ainsi qu'aux hommes seniors titulaires d'un emploi qualifié. 23% des contrats de génération ont duré moins d'un an.

- L'activité partielle en 2013. Un recours plus intense qu'en 2012, mais une tendance au repli sur l'année (31/03/2015)
- Les sortants des listes de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, en septembre 2014 (02/04/2015)
- **En 30 ans, forte progression de l'emploi dans les métiers qualifiés et dans certains métiers peu qualifiés de services** (08/04/2015)

Au cours des 30 dernières années, l'emploi a fortement progressé en France dans la quasi-totalité des métiers les plus qualifiés. Il a en revanche décliné dans certains métiers peu qualifiés de l'industrie et de l'agriculture qui pesaient encore fortement au début des années 1980 (ouvriers non qualifiés du textile et du cuir et agriculteurs, éleveurs, sylviculteurs, bûcherons notamment), alors que d'autres métiers peu qualifiés du tertiaire ont été très dynamiques (aides à domicile, aides ménagères et assistantes maternelles).

- Conjoncture de l'emploi et du chômage au 4^e trimestre 2014. Ralentissement de l'activité et stabilisation de l'emploi (09/04/2015)
- La formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi en 2013. Stabilité des entrées en formation (17/04/2015)
- **Un tiers des entreprises de 10 salariés ou plus n'utilisent pas leurs fonds dédiés à la formation** (23/04/2015)

Jusqu'en 2014, toutes les entreprises étaient tenues de verser un pourcentage minimal de leur masse salariale au titre de la formation continue des salariés. Si 40 % des entreprises dépensent au-delà de ce minimum, 30 % n'utilisent pas ou très peu ces fonds pour former leurs propres salariés.

Qualifiées de « peu formatrices », ces entreprises sont souvent de petite taille et rarement dotées d'une politique de formation formalisée. Plusieurs raisons sont à l'origine d'une faible utilisation des fonds : adéquation des compétences du personnel en place aux besoins de l'entreprise, charge de travail des salariés incompatible avec un départ en formation, priorité accordée au recrutement de candidats maîtrisant les compétences recherchées plutôt qu'à la formation des salariés en place.

- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en mars 2015 (27/04/2015)
- **L'impact des relèvements salariaux de branche sur la dynamique des salaires de base, accentué pendant la crise, reste modéré (06/05/2015)**

Depuis le début de la crise économique fin 2008, le salaire mensuel brut de base (SMB) a sensiblement ralenti dans les entreprises de 10 salariés ou plus des 247 principales branches professionnelles du secteur concurrentiel. Alors qu'il avait connu entre 2003 et 2008 une progression soutenue de 2,9 % par an en moyenne, notamment sous l'impulsion de la convergence des Smic, le SMB a augmenté en moyenne de 2,1 % par an sur la période 2009-2012.

- Les salariés des structures de l'insertion par l'activité économique. D'autant plus accompagnés que leurs difficultés sont importantes (07/05/2015)
- Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} trimestre 2015 - Résultats provisoires (13/05/2015)
- **La situation professionnelle des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (21/05/2015)**

Fin 2012, les personnes qui perçoivent l'allocation aux adultes handicapés (AAH) sont beaucoup moins souvent en emploi que l'ensemble de la population âgée de 20 à 64 ans (20 % contre 70 %). 25 % des actifs allocataires de l'AAH sont au chômage, soit un taux plus de 2 fois supérieur à celui de la population active totale correspondante (10 %). 83 % des allocataires qui se déclarent au chômage disent rechercher un emploi et 17 % d'entre eux en cherchent un depuis 5 ans ou plus.

- Évolution des salaires de base par branche professionnelle en 2014. L'absence d'inflation accentue les gains de pouvoir d'achat (22/05/2015)
- Des entrées et des sorties de main-d'œuvre plus fréquentes au 4^e trimestre 2014 (28/05/2015)
- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en avril 2015 (01/06/2015)
- Les salariés des structures de l'insertion par l'activité économique. Globalement satisfaits de leur passage par la structure (03/06/2015)
- Les tensions sur le marché du travail au 1^{er} trimestre 2015 (09/06/2015)
- Les dispositifs de cessation anticipée d'activité en 2013. La progression des retraites anticipées pour carrière longue se poursuit (15/06/2015)
- Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} trimestre 2015 - Résultats définitifs (19/06/2015)
- Risques psychosociaux et situation économique des entreprises (24/06/2015)
- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en mai 2015 (24/06/2015)
- L'insertion par l'activité économique en 2013. Stabilité de l'emploi et de l'activité (29/06/2015)
- Les sortants des listes de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en décembre 2014 (02/07/2015)
- Les salariés au forfait annuel en jours. Une durée du travail et une rémunération plus importantes (03/07/2015)
- L'emploi intérimaire a baissé au 1^{er} trimestre 2015 (07/07/2015)
- Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2014 (09/07/2015)

- Conjoncture de l'emploi et du chômage au 1er trimestre 2015. Rebond de l'activité et stabilisation de l'emploi (10/07/2015)
- **Le nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (Nacre). Autour de 18 000 nouveaux projets accompagnés par an (17/07/2015)**

Entre 2009 et 2014, le dispositif Nacre a bénéficié à 124 400 porteurs de projet de création ou de reprise d'entreprise. Fin 2014, 32 400 porteurs de projet étaient accompagnés dans ce cadre.

Parmi les 18 700 nouveaux bénéficiaires de Nacre en 2014, 90 % étaient demandeurs d'emploi, dont un quart depuis plus d'un an. 69 % étaient ouvriers ou employés.

- Le devenir des résidents des Zus passés par un contrat aidé (21/07/2015)
- Le taux de rotation de la main-d'œuvre poursuit sa hausse au 1^{er} trimestre 2015 (22/07/2015)
- Participation, intéressement et épargne salariale en 2013. Un salarié sur cinq a désormais accès à un Perco (24/07/2015)
- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en juin 2015 (27/07/2015)
- L'apprentissage en 2014. Une moindre baisse qu'en 2013 (31/07/2015)
- Recrutements en contrat aidé. Dans le secteur non marchand, 64 % des embauches n'auraient pas eu lieu sans aide de l'État (06/08/2015)
- **Les emplois vacants : la moitié se situe dans les petites entreprises (11/08/2015)**

Au 4^e trimestre 2014, le taux d'emplois vacants dans les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel est de 0,6 % en légère augmentation par rapport au trimestre précédent et sur un an.

De façon plus structurelle, un peu plus de la moitié des emplois vacants déclarés le sont par des entreprises de 1 à 9 salariés, et ce quel que soit le secteur d'activité. Le taux d'emplois vacants est particulièrement faible pour les entreprises de 500 salariés ou plus (0,3 % au 4^e trimestre 2014).

- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en mars 2015 (27/04/2015)
- Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 2^e trimestre 2015 - Résultats provisoires (14/08/2015)
- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en juillet 2015 (26/08/2015)
- Les demandeurs d'emploi indemnisables par l'assurance chômage en 2013. La part des personnes couvertes recule (02/09/2015)
- Les demandeurs d'emploi non indemnisables par l'assurance chômage en 2013. La part des personnes qui ne sont couvertes par aucune allocation chômage s'accroît (02/09/2015)
- Les contrats uniques d'insertion et les emplois d'avenir en 2014. Des bénéficiaires plus nombreux malgré des recrutements en baisse (03/09/2015)
- Les tensions sur le marché du travail au 2^e trimestre 2015 (15/09/2015)
- Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 2^e trimestre 2015 - Résultats définitifs (18/09/2015)
- Chômage et santé mentale, des liens ambivalents (18/09/2015)
- Le devenir professionnel des actifs en mauvaise santé. Un maintien en emploi plus difficile (18/09/2015)

- **L'affiliation des entreprises aux organisations patronales en France (22/09/2015)**

En 2011, 44 % des établissements de 11 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, employant 56 % des salariés, signalent l'affiliation de leur entreprise à une organisation d'employeurs. 34 % des établissements adhèrent de manière indirecte, via d'autres organisations ou regroupements, à une des quatre principales confédérations patronales nationales que sont le Medef, la CGPME, l'UPA et l'UNAPL. Si 30 % des établissements adhèrent à une seule organisation d'employeurs, 14 % adhèrent à au moins deux organisations différentes.

- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en août 2015 (24/09/2015)
- L'emploi intérimaire en hausse au 2^e trimestre 2015 (25/09/2015)
- **La mobilité sociale des descendants d'immigrés. Plus forte dans le secteur public que dans le secteur privé (05/10/2015)**

Un cinquième des descendants d'immigrés de 18 à 50 ans se déclarent salariés du secteur public, un tiers parmi ceux qui ont un diplôme de niveau bac+3. Ces descendants d'immigrés qui travaillent dans le secteur public occupent le plus souvent un poste d'employé ou un poste dans le secteur de l'éducation.

- Les sortants des listes de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en mars 2015 (08/10/2015)
- Les expositions aux cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques. Un zoom sur huit produits chimiques (13/10/2015)
- Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en 2014. L'activité réduite progresse encore (14/10/2015)
- Conjoncture de l'emploi et du chômage au 2^e trimestre 2015. Stabilisation de l'activité et rebond de l'emploi (16/10/2015)
- La revalorisation du Smic au 1^{er} janvier 2015. 1,7 million de salariés concernés dans les entreprises du secteur privé (20/10/2015)
- Le travail du dimanche en 2014. Près d'1 salarié sur 5 concerné chaque mois (22/10/2015)
- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en septembre 2015 (26/10/2015)
- Le contrat de professionnalisation en 2014. Reprise des embauches dans le tertiaire et l'industrie (28/10/2015)
- Les temps de déplacement entre domicile et travail. Des disparités selon l'organisation des horaires de travail (02/11/2015)
- Ségrégation professionnelle et écarts de salaires femmes-hommes (06/11/2015)
- L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés en 2013. Un taux d'emploi en hausse (12/11/2015)
- Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 3^e trimestre 2015 - Résultats provisoires (13/11/2015)
- L'insertion par l'activité économique. Modes de recrutement et capacités d'action des structures (18/11/2015)
- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en octobre 2015 (26/11/2015)
- Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2013 (27/11/2015)

- **Emploi et chômage des 15-29 ans en 2014. Stabilisation des taux d'activité, d'emploi et de chômage (02/12/2015)**

53,8% des jeunes âgés de 15 à 29 ans sont sur le marché du travail en 2014 : 44,0% occupent un emploi et 9,8% sont au chômage, soit un taux de chômage de 18,3%. 13,7% des jeunes ne sont ni en emploi, ni en formation. Fin 2014, les principaux indicateurs du marché du travail des 15-29 ans sont pour la plupart proches de leur niveau de fin 2012. Dans un contexte de durée des études stable, le taux d'activité a baissé de 0,1 point en 2 ans.

- Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 3^e trimestre 2015 - Résultats définitifs (11/12/2015)
- Les sortants des listes de Pôle emploi en 2014. La baisse du taux de sortie pour reprise d'emploi se poursuit (14/12/2015)
- Les tensions sur le marché du travail au 3^e trimestre 2015 (15/12/2015)
- Insécurité de l'emploi et exercice des droits dans le travail (18/12/2015)
- Les grèves en 2013. La part d'entreprises concernées reste stable, les grèves sont légèrement plus intenses (22/12/2015)
- **Des négociations collectives plus orientées vers l'emploi en 2013 (22/12/2015)**

Les négociations sur l'emploi ont augmenté, notamment dans le cadre du contrat de génération, alors que celles sur l'égalité professionnelle entre femmes et hommes et sur la pénibilité du travail ont significativement diminué. Sur ces deux derniers thèmes, les nombreuses entreprises ayant signé des accords en 2011 et 2012, généralement pour une durée de 3 ans, ne sont pas tenues d'en négocier de nouveaux avant leur échéance. 54 600 accords issus de négociations d'entreprises ont été signés en 2013 (dont 81 % par des délégués syndicaux).

- L'emploi dans les très petites entreprises fin 2014. Un salarié sur cinq travaille dans une entreprise de moins de 10 salariés (23/12/2015)
- Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en novembre 2015 (24/12/2015)

Tous les numéros de **Synthèse.Stat'** parus en 2015

- Contraintes physiques, prévention des risques et accidents du travail - Enquête Conditions de travail (17/03/2015)
- Les métiers en 2022. Prospective par domaine professionnel (28/04/2015)
- L'organisation du temps de travail - Enquête Conditions de travail (10/06/2015)
- Les expositions aux risques professionnels - Les produits chimiques - Enquête Sumer 2010 (26/06/2015)
- Intensité du travail et usages des technologies de l'information et de la communication - Enquête Conditions de travail (30/06/2015)
- Complément statistique relatif à l'emploi du programme national de réforme français 2015 / French National Reform Program Statistical annex on employment 2015 (16/09/2015)
- Autonomie dans le travail - Enquête Conditions de travail (15/10/2015)
- Emploi et chômage des personnes handicapées (12/11/2015)

Tous les numéros de **Documents d'études** parus en 2015

- Le droit individuel à la formation : les enseignements d'une étude qualitative auprès des acteurs (08/01/2015)
- Les marchés du travail européen et américain dans la crise (16/01/2015)
- Prospective des métiers et qualifications à l'horizon 2022 : méthodologie des projections par métier (28/04/2015)
- Relations professionnelles et négociations d'entreprise (27/05/2015)
- Quels effets du recrutement en contrat aidé sur la trajectoire professionnelle ? (16/07/2015)
- Compétences individuelles et compétences utilisées en situation de travail. Quels constats ? Quelle valorisation salariale ? (08/09/2015)
- Services à la personne : aides publiques et coût pour l'utilisateur (13/11/2015)
- Les yeux dans les yeux. Téléphone ou face-à-face : quel impact sur les réponses ? L'expérience de l'enquête Changement organisationnel et informatisation 2006 (04/12/2015)
- Les écarts de salaires femmes-hommes en 2010 : disparités territoriales par zone d'emploi (29/12/2015)

Tous les numéros de **Revue Travail et Emploi** parus en 2015

- Évaluation des politiques actives du marché du travail (juillet-septembre 2014)
- Articles variés (octobre-décembre 2014)
- La fabrication du soignant au travail (janvier-mars 2015)

Participation Branches professionnelles
Travailleur indépendant Economie verte
Offre d'emploi Recrutement
Jeunes Insertion professionnelle Chômage
Salaires Maintien dans l'emploi Retour à l'emploi
Rémunérations Qualifications Mobilité professionnelle
Conjoncture Big data Statistiques
Mixité et égalité professionnelle
Emplois vacants Ruptures conventionnelles Licenciement Emploi non salarié Travail salarié Pénurie
Emploi Formation Marché
Salariés précaires Restructurations Intérim Demandeurs d'emploi
Epargne salariale Temps de travail Gestion des âges **Apprentissage**
Très petite entreprise Smic **Santé au travail**
Emploi des seniors Conditions de travail
Compétence Travailleur handicapé **Travailleur immigré** Effet
Itinéraires professionnels **Dialogue social**